

N° 226

SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1972-1973

Annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1972.

PROPOSITION DE LOI

ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN DEUXIÈME LECTURE

tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1^{er} janvier 1975.

TRANSMISE PAR

M. LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Renvoyée à la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale.)

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (4^e législ.) : 1^{re} lecture, 2808, 2813 et in-8° 769.
2^e lecture, 2866, 2867 et in-8° 776.

Sénat : 218, 219 et in-8° 89 (1972-1973).

Baux commerciaux.

L'Assemblée Nationale a adopté, en deuxième lecture, la proposition de loi, rejetée par le Sénat, dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

Article unique.

Les dispositions de l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'appliquent à tous les baux à renouveler avant le 1^{er} janvier 1975, quelle que soit la date d'expiration du précédent bail, à condition que le prix n'ait pas été fixé par convention ou décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 décembre 1972.

Le Président,

Signé : Achille PERETTI.